# Le Parlement n’a pas pris la pleine mesure des conséquences de la fraude de Volkswagen

Communiqué de la délégation socialiste française au Parlement européen
Strasbourg – mercredi 28 octobre 2015 -

La délégation socialiste française se réjouit de l’adoption hier, par le Parlement européen, de la résolution sur la mesure des émissions polluantes dans le secteur automobile à laquelle elle a fortement contribué. Ce texte ouvre la voie vers des enquêtes approfondies à différents niveaux pour que toute la lumière soit faite sur l'affaire Volkswagen et demande, comme le souhaitent les socio-démocrates européens, la création d’une autorité européenne en charge des homologations. Cependant, les eurodéputé-e-s socialistes et radicaux regrettent que la version édulcorée du texte ait été votée.

L’institution n’a pas saisi pleinement l’opportunité qui s’offrait à elle, à la veille de la Conférence de Paris sur le climat, de soutenir la transition vers des transports écologiques en demandant plus de carburants alternatifs, et en remettant en cause la place prépondérante des énergies fossiles. Bien au contraire : le Parlement a adopté un amendement très favorable au diesel, au moment même où l’Union européenne s’apprête à durcir sa législation sur les émissions de polluants, tels que les NOx et les particules fines !

Les eurodéputés ne sont pas allés jusqu'au bout dans leur soutien aux travailleurs du secteur de l’automobile et nous le déplorons. L'amendement qui leur était favorable a été rejeté à quatre voix près. Il est encore trop tôt pour évaluer les dégâts sociaux qui ne manqueront pas d'être provoqués dans le sillage de la fraude de Volkswagen. Pour les eurodéputés socialistes et radicaux français, la protection des travailleurs de l'entreprise et des sous-traitants qui, contrairement aux instances dirigeantes, n’ont aucune responsabilité dans cette affaire, doit être au centre des priorités !

Le lien vers le site de la DSF